

La fin de l'année européenne sera chargée

- La migration est un sujet de crispation entre Etats membres, mais aussi entre institutions de l'Union
- Sur le Brexit, en revanche, l'unité prévaut, de Strasbourg à Bruxelles.
- Le Conseil européen va aussi saluer les progrès en matière de défense.

La question migratoire continue de crisper les Vingt-huit

Loin de pouvoir parler d'une success story européenne, les Vingt-huit s'efforcent de (se) convaincre que la crise migratoire est terminée et que l'Europe a repris le contrôle de ses frontières. Mais la réponse à apporter sur le long terme au défi de la migration n'en est pas moins sensible. Elle a provoqué cette semaine une querelle entre le président du Conseil européen Donald Tusk et la Commission européenne.

Dans une note envoyée aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, qui se réunissent ce jeudi et vendredi à Bruxelles, M. Tusk a rappelé que *"le défi de la migration va durer des décennies, particulièrement en raison des tendances démographiques en Afrique"*. Fort de ce constat et décidé à débloquent les discussions sur la politique d'asile européenne, le Polonais a estimé utile de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas.

"La question des quotas obligatoires s'est avérée hautement clivante et [...] inefficace", peut-on lire dans la note envoyée aux chefs d'Etat et de gouvernement pour orienter le débat sur la migration de ce jeudi soir. En effet, au plus fort de la crise migratoire en

2015, le Conseil de l'Union européenne avait adopté, à la majorité, un mécanisme visant à répartir au sein des Etats membres les réfugiés arrivés en Italie et la Grèce, afin d'aider ces pays à faire face à l'afflux massif de migrants. Une décision qui a creusé un fossé entre l'ouest, le sud et l'est du Vieux Continent, le groupe de Visegrad (Hongrie, Slovaquie, République tchèque et Pologne) rechignant à la mettre en œuvre.

Caressant ainsi les pays les plus récalcitrants dans le sens du poil, Donald Tusk cherchait à pousser les Etats membres à identifier et surtout dépasser leurs différences, afin de doter de fine l'Europe d'une politique migratoire digne de ce nom. Mais il n'a pas moins craqué une allumette sur un baril de poudre.

Colère de la Commission

Selon une source européenne, l'Italie et la Grèce – irritées également par l'idée que *"seuls les Etats membres peuvent faire face efficacement à la crise migratoire"* – n'ont pas tardé à marquer leur désaccord avec la lettre de Donald

Tusk, dès lundi. Tout comme la chancelière allemande, Angela Merkel, qui a depuis toujours soutenu le mécanisme de relocalisation.

La phrase est surtout tombée comme un cheveu dans la soupe de la Commission européenne, qui n'a eu cesse de prôner une solidarité entre Etats membres et de défendre, tant bien que mal, les mérites du mécanisme de relocalisation. Mardi, une source du Conseil assurait encore *"que la lutte entre institutions n'est pas en jeu"*, quelques heures avant que le commissaire chargé de la Migration, Dimitri Avramopoulos, qualifie le document de M. Tusk d'*"inacceptable"* et *"anti-européen"*. D'autant que, aux yeux de la Commission, la relocalisation est loin d'être un échec, puisque 32 000 demandeurs d'asile ont été re-

localisés, soit 90% des promesses individuelles des Etats.

Le président du Conseil européen a eu beau essayer de calmer les esprits en reformulant sa lettre pour vanter les mérites de l'Union dans la gestion de la crise, il n'a pas réussi à étein-

dre la polémique entre institutions. Ce mercredi, le porte-parole de la Commission Margaritis Schinas a renchéri: "Revenir au mode 'pré-crise', avec des actions nationales isolées et non coordonnées, n'est pas une option." Et d'ajouter: "Une approche européenne ne concerne pas uniquement la gestion des frontières et le soutien aux pays africains, mais aussi la solidarité."

Bref, si Donald Tusk cherchait à éviter les querelles interminables sur la définition du principe de "solidarité", il a surtout réussi à y recentrer l'ensemble du débat sur la politique migra-

toire. Dans sa lettre, il avait pourtant envisagé d'autres priorités. Comme celle de développer des "mécanismes de financement stables et à long terme" pour les politiques migratoires tant internes qu'externes à l'Union européenne, plutôt que de tendre constamment la main aux Etats membres.

En marge du sommet de ce jeudi, les pays de Visegrad rencontreront le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ainsi que le Premier ministre italien, Paolo Gentiloni. "Ils feront preuve de solidarité, en renforçant leur contribution au fonds fidu-

ciaire pour l'Afrique. Mais nous ne pouvons pas continuer à nous baser sur des promesses. M. Tusk estime que la migration devrait être une priorité du prochain cadre financier pluriannuel européen", expliquait un diplomate.

Si les Vingt-huit étaient invités à chercher un consensus sur divers aspects de la politique migratoire européenne, ce sommet n'est pas censé accoucher de conclusions sur le sujet, "même s'il s'agira d'un débat politique important", lors du dîner de jeudi, rappelle un "insider". Trouver un consensus, d'ici mai 2018, s'annonce ardu.

Maria Udrescu

32 000

réfugiés ont été
relocalisés depuis
la Grèce et l'Italie

Le Parlement européen insiste pour que Londres respecte sa parole

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

Sur le dossier "Brexit", le Parlement européen se veut vigilant. S'il a salué l'accord conjoint obtenu la semaine dernière sur les progrès de la première phase de négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur le processus de retrait de celui-ci, il n'a pas manqué de souligner que les discussions devaient être menées "de bonne foi". Il faut dire qu'entendre David Davis, ministre britannique chargé du Brexit, qualifier cet accord de simple "déclaration d'intention" a eu le don d'irriter les eurodéputés. Les propos de M. Davis ont été dénoncés par un front commun allant de Manfred Weber pour le Parti populaire européen (conservateurs) à Gaby Zimmer, présidente de la Gauche unitaire européenne en passant par Gianni Pittella au nom des socialistes et démocrates, Philippe Lamberts pour les Verts et Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux et coordinateur des négociateurs du Parlement pour le Brexit.

Lors du débat qui a précédé le vote d'une résolution ce mercredi midi, ce dernier a annoncé avoir eu David Davis en ligne mardi soir. "Il m'a assuré qu'il n'était pas dans son intention de revenir en arrière", a déclaré le Belge à ses collègues. Cet acte de contrition n'a cependant pas empêché que les propos de David Davis soient évoqués dans le texte final adopté par 552 voix contre 62 et 68 abstentions. Celui-ci précise que "de tels commentaires risquent de compromettre la relation de bonne foi établie au cours des négociations". Négociations qui "ne peuvent progresser que si le gouvernement britannique honore pleinement les engagements qu'il a pris". Dont acte.

"Finalement, la sortie de David Davis nous a donc permis d'en rajouter dans la résolution" ironisait le Français Alain Lamassoure (PPE) après le vote. Selon lui, l'incident traduit "l'extrême fragilité

de la Première ministre britannique Theresa May mise en cause par son propre ministre chargé du Brexit, et ce, à propos d'un accord obtenu... après 18 mois" – les négociations proprement dites ont débuté en juin, mais le référendum britannique sur le Brexit remonte à juin 2016.

Fondamentalement cependant, cet accord satisfait le Parlement européen. Le Royaume-Uni promet de s'acquitter de ses engagements financiers envers l'Union, assure qu'il n'y aura pas de frontière dure entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande et garantit que les droits des citoyens européens vivant au Royaume-Uni seront garantis tout comme ceux des ressortissants britanniques résidant dans l'un des vingt-sept Etats membres de l'Union.

Michel Barnier jette des fleurs à Theresa May

Reste qu'il faut "transposer ces engagements dans un texte juridique contraignant", et ce, "dans les prochaines semaines", a dit Guy Verhofstadt à Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union pour le Brexit. Le Français s'y est engagé pour le début de l'année prochaine. "Ces négociations sont vraiment très très rudes", a ajouté Michel Barnier. "Les problé-

matiques sont très complexes et les conséquences du Brexit très graves. C'est la première fois, dans le cadre d'un accord, que nous travaillons à maîtriser les divergences plutôt que d'encourager la convergence. La confiance est un mot clé et la vigilance du Parlement est fondée."

Michel Barnier a aussi tenu à rendre hommage à Theresa May qui "fait preuve de courage et est respectueuse de ses interlocuteurs". Des mots diplomatiques aux antipodes de ceux prononcés par l'eurodéputé britannique Nigel Farage, leader des europhobes au Parlement européen, et qui mena pour le Brexit outre-Manche. "Theresa la faible a cédé sur tous les plans, a-t-il attaqué. Nous entrons dans la plus grande tromperie du peuple britannique. Le Brexit devra être refondé en totalité."

Les
eurodéputés
sont satisfaits
des progrès
accomplis,
mais appellent
l'Union
à la vigilance.

Royaume-Uni

Theresa May perd un vote crucial au Parlement

La Première ministre britannique Theresa May a perdu à quatre voix près mercredi un vote crucial sur le Brexit en raison de la rébellion d'une partie de son camp conservateur, exposant sa faiblesse à la veille d'un sommet européen. Malgré les efforts déployés tout au long de la journée par le gouvernement pour s'y opposer, l'amendement a été adopté par 309 voix contre 305 à l'issue d'un débat de plusieurs heures, dans le cadre de l'examen du projet de loi gouvernemental sur la sortie de l'UE. M^{me} May dispose d'une courte majorité de 13 voix à la Chambre des communes. Cet amendement, soumis par un député de la majorité conservatrice, l'ancien procureur général Dominic Grieve, prévoit que tout accord final conclu avec Bruxelles soit ratifié par un vote contraignant du Parlement de Westminster. (AFP)